COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 11 DECEMBRE 1982 — N° 187 — PRIX : ANTILLES 2 F. FRANCE 3 F.

Editorial

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL REFUSE LE PROJET DE LOI SUR L'ASSEMBLEE UNIQUE. LES TRAVAILLEURS NE PERDENT RIEN.

Le Conseil Constitutionnel, a donc rejeté l'intégralité du projet de loi de Emmanuelli portant sur l'adaptation de la loi de Décentralisation dans les Départements d'Outre-Mer. Il a suffi d'une décision de 9 réactionnaires, représentants de la droite et placés là du temps de Pompidou et de Giscard pour supprimer une loi qui devait selon les partis de gauche "donner plus de responsabilités" aux Martiniquais et aux Guadeloupéens.

Seuls ceux qui se faisaient des illusions et qui voyaient dans ce projet la "chance historique" de nos pays seront déçus. Ce sont les représentants des partis de gauche.

Les travailleurs, quant à eux, n'ont aucune raison d'être déçus. Pour eux cela ne change rien à rien. Ce projet de loi n'aurait, de toutes façons pas changé leur sort.

L'assemblée unique, le projet de loi du gouvernement tout cela était de toutes façons bien creux.

Ce n'était qu'une petite réforme administrative que le gouvernement colonial tentait de mettre en place pour résoudre un problème politique autement plus important : celui du statut et de la gestion de nos pays.

Eh bien on aura vu que même cela, le gouvernement de gauche n'a pu l'appliquer. Même dans les petites réformes, le gouvernement de gauche est en réalité bloqué. Ce gouvernement est un instrument de la bourgeoisie française. Or, cette dernière exige de ce gouvernement toujours plus : elle réclame des milliards, le gouvernement les lui donne, elle réclame qu'on s'attaque aux avantages des travailleurs, le gouvernement obtempère. Allocation chômage, pré-retraite, SMIC, le gouvernement s'attaque à tout cela. Alors comment dans un tel contexte, la vieille droite colonialiste française n'en profiterait-elle pas pour bloquer le gouvernement, y compris dans des mesures insignifiantes.

Et puis tout cela n'est qu'un règlement de compte politique entre la droite qui est majoritaire dans ce conseil constitutionnel et le gouvernement.

La seule chose qu'ils peuvent proposer, la seule perspective des partis de gauche des antilles, c'est attendre que l'administration française, et le gouvernement socialiste leur donnent à eux, partis de gauche, quelques postes et quelques places de chefs et de responsables. Exactement comme les partis de droite avaient offert des places à Emile Maurice et Jean Maran, Bernier et Guillot Et là encore, les représentants des partis de gauche aux antilles sont en train d'attendre, d'attendre un nouveau projet qui pour passer devra de toute façon avoir l'accord de la droite.

Les travailleurs, pendant ces 18 mois, ont vu leur niveau de vie atteint par la politique d'austérité de Delors. Pendant ces 18 mois, l'appareil d'état colonial est resté tel quel, l'exploitation a continué comme auparavant.

Il n'y a rien qui ressemble autant

(Suite page 4)

APRÈS LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL, LA GAUCHE QUI PLEURE ET LA DROITE QUI RIT

Dès l'annonce de la décision du Conseil Constitutionnel, les politiciens de la gauche et de la droite antillaise se sont exprimés publiquement.

Ceux de gauche pleurnichaient, ceux de droite pavoisaient.

Sully Claude secrétaire général de la section guadeloupéenne du Parti Socialiste n'a pu cacher sa «profonde déception». Et le député - maire des Abymes, Frédéric Jalton est apparu amer et triste, quelque peu pitoyable à la télévision tant dans l'attitude que dans les propos

Lucette Michaux-Chevry, triomphante, nous a gratifiés d'un «incident est clos» sur un ton faussement fair-play. Elle n'a pu cependant s'empêcher de rappeler que c'est elle finalement qui gagne après la querelle juridique qui l'avait opposée à M. Emmanuelli. Ce dernier on s'en souvient avait qualifié de subversion institutionnelle les mouvements d'opposition de la droite à son projet et s'en était pris à Michaux-Chevry.

Bernier, quant à lui, a laissé entendre qu'il «savait déjà». . . et que la décision du conseil constitutionnel ne l'étonnait guère «Le droit a triomphé». . .

Et la série des «Jean qui pleure» et «Jean qui rit» a continué de plus belle avec les déclarations des politiciens de la Martinique. Émile Maurice pavoisant, Darsière, André Constant du PCM et du PPM, déçus.

Si le conseil constitutionnel avait validé le projet de loi, nous aurions certainement eu le même spectacle mais les rôles auraient été intervertis c'est tout. Michaux-Chevry aurait pleuré et Jalton aurait ri. . .

Car la gauche et la droite locales sont aussi piètres l'une que l'autre. Leurs politiciens «perdent» ou «gagnent» uniquement en fonction de ce que leurs maîtres ont décidé, pour eux à 7.000 km.

Quelle valeur peuvent donc avoir de telles victoires» ou de telles «défaites» ?

Pour la population de nos pays, les défaites et les victoires ne peuvent être que ce qu'elles ont gagné ou perdu ici aux Antilles, par leurs luttes par leur mobilisation.

Mais les partis de gauche refusent de mener cette lutte là. Ils mettent tous leurs espoirs dans ce qui va changer. . . en France, dans des réformes administratives bidons qui ne sont qu'une illusion de changement.

Parce que, en réalité, ce que la gauche recherche c'est l'attribution de postes à son personnel politique, ce n'est pas l'intérêt du peuple antillais.

En cela, elle est tout à fait semblable à la droite qui ne se bat que pour conserver les postes qu'elle occupe.

Donc dans l'un ou dans l'autre camp, on se «bat», glorieusement à coups de textes, de juridisme pointilleux de petits crocs en jambe politicards pour se barrer la route. . .

Et cette route, c'est celle qui conduit à ce que le pouvoir colonial voudra bien concéder comme miettes de pouvoir local...

Pierre Jean Christoph

MARTINIQUE
MANIFESTATIONS DANS LES LYCÉES

Grève au L.E.P. de Trinité en 1980 *Les années passent, le problème demeure.*

Les élèves des Lycées et des LEP de la Martinique ont fait du mardi 7 décembre une journée de protestation et de manifestation contre la situation matérielle dans les établissements scolaires.

Le mardi, environ un millier d'élèves se sont rassemblés à la Maison des syndicats et ont manifesté dans les rues de Fort-de-France.

Cette manifestation traduit le mécontentement des élèves devant la situation matérielle déplorable des établissements scolaires : écoles qui font eau de toutes parts, infrastructures sportives inexistantes, manque de matériel (surtout dans les LEP). L a jeunesse n'a pas l'intention d'accepter tout cela sans réagir et elle a raison.

Il faut signaler l'attitude du rectorat qui tout en tenant des beaux discours aux élèves ne fait rien pour que satisfaction leur soit donnée. Quant aux syndicats enseignants ils sont carrément muets : ils goûtent ainsi aux délices de la concertation avec le recteur Juminer , et vendent ainsi leurs droits de protestation contre une place au chaud et quelques petits fours distribués lors des discussions avec le recteur. . .

Mais les élèves qui venaient de près d'une dizaine d'établissements scolaires ont eu raison de ne pas entrer dans toutes ces subtilités.

GUADELOUPE
GOSIER : GRAVE ACCIDENT DE LA ROUTE. L'IMPRUDENCE DU CHAUFFEUR N'EST PAS LA SEULE CAUSE

Un très grave accident s'est produit la semaine dernière, il a coûté la vie à un lycéen et de nombreux autres ont été grièvement blessés.

Le chauffeur du transport en commun a été inculpé, il se trouve actuellement en prison.

Il semble en effet que ce chauffeur ait commis des imprudences qui ont entraîné l'accident, dont il est ainsi le responsable direct.

Il est fréquent que des chauffeurs de transports en commun conduisent trop vite, de façon imprudente, sous prétexte qu'ils sont au volant d'un véhicule de taille importante, et qu'ils sont au volant toute la journée. Et il arrive, comme cela s'est produit la semaine dernière, que ces imprudences entraînent de terribles drames.

Mais ils ne sont pas les seuls responsables, et rejeter toutes les responsabilités sur le chauffeur ne changera rien en ce qui concerne la sécurité des élèves qui doivent tous les jours gagner le lycée.

Certaines communes ne mettent pas suffisamment de transports à la disposition des élèves, ce qui fait que ceux qui fonctionnent sont souvent surchargés. Cela accroît l'instabilité du véhicule et les risques d'accidents. Il y a aussi les routes qui sont dangereuses, souvent en mauvais état, avec des travaux qui n'en finissent pas.

Il y a aussi le fait que des milliers d'élèves doivent chaque jour être véhiculés jusqu'au lycée de Baimbridge, seul lycée de la Grande Terre jusqu'à présent, et qui regroupe 5.000 élèves.

Il ne s'agit donc pas seulement de la responsabilité d'un chauffeur, plus ou moins imprudent qu'un autre mais de tout un problème d'organisation de la vie sociale, scolaire et des services qui est à revoir. Il ne peut donc être résolu par une peine infligée au chauffeur. Celle ci à un caractère punitif, mais n'entraînera nullement la fin des dangers de la route.

GUADELOUPE
POUR PROTESTER CONTRE LA RÉPRESSION COLONIALE, LES MILITANTS DU MPGI SE SONT ENCHAÎNÉS LES UNS AUX AUTRES DANS LES RUES DE POINTE-A-PITRE

Une manifestation de soutien à Max Safrano, Virginie Tom et Alexander a été organisée samedi 4, par le MPGI (Mouvement Populaire pour la Guadeloupe Indépendante). Une trentaine de militants de cette organisation, enchaînés, bloquait la rue Frébault au niveau du magasin Rivier. Les manifestants avaient bloqué la rue de très bonne heure avant que la ville ne s'éveille. Plusieurs chaînes traversaient la rue, les extrémités étant fixées aux parcmètres. Chaque manifestant était enchaîné au niveau des reins. L'originalité de cette manifestation lui donnait un caractère spectaculaire. Tous les passants en étaient frappés. Des hauts parleurs étaient installés sur une voiture. Tracts et panneaux expliquaient la répression qui s'est abattue sur les trois militants anti-colonialites. Le drapeau du MPGI flottait en tête de la manifestation. Différents militants prirent la parole pour dénoncer la répression coloniale et expliquer la signification de leur action. Ils expliquèrent aussi les positions indépendantistes du MPGI.

Durant toute la matinée plusieurs centaines de personnes s'arrêtèrent pour écouter les explications qui étaient données. Nombreux sont ceux qui dans les discussions approuvaient une action qu'ils trouvaient courageuse.

Les militants et les militantes enchaînés pendant des heures, debout à la même place étaient déterminés à aller jusqu'au bout quitte à affronter les forces de l ordre. Celles ci n'ont pas mis le nez dehors. Deux policiers seulement assuraient la circulation. Ils étaient sur les lieux très tôt pour éviter les embouteillages.

Les militants du MPGI ont certainement atteint le but qu'ils s'étaient fixé : sensibiliser l'opinion publique et faire connaître leur détermination à se battre pour arracher les trois militants anti-colonialistes des geoles coloniales.

MARTINIQUE
DÉCLARATION DE GÉRARD BEAUJOUR AU «POINT DE VUE DE LA PRESSE RÉGIONALE» LE VENDREDI 3 DÉCEMBRE

Le mercredi 1er décembre, une douzaine de jeunes agriculteurs de la région de Ducos, Saint-Esprit et Rivière-Salée ont occupé une propriété de 101 hectares de terres appartenant à plus grande famille béké de la Martinique, cette même famille dont 120 hectares de terres ont été occupés à Fond Nicolas au Robert.

Cette occupation est la 4ème après celle de Fougainville, du Robert et de Sainte-Marie. Elle montre le refus de la jeunesse et de la paysannerie martiniquaises d'accepter passivement leur sort. Une jeunesse une paysannerie qui, sans travail, sans perspective d'avenir, sans terres doivent accepter le spectacle de 10 à 12.000 hectares de terres incultes en friches, c'est-à-dire entre le 1/3 et le 1/4 de la surface agricole de la Martinique.

La revendication de la réforme agraire totale, c'est-à-dire la reprise des terres entre les mains des gros propriétaires fonciers et leur répartition entre tous ceux qui désirent la travailler. Cette revendication est légitime.

Elle est légitime car c'est le seul moyen pour la jeunesse des campagnes de vivre, et de vivre décemment de son travail.

Elle est légitime, car c'est un scandale de voir des milliers et des milliers d'hectares de terres, plus de 10.000 hectares, en friches, non utilisés ou sous-utilisés, alors que nous importons l'essentiel de ce que nous consommons.

Cette revendication est légitime, car c'est le seul moyen d'empêcher la spéculation foncière, le seul moyen d'empêcher que la terre soit vendue à des prix exorbitants (plus de 10 millions l'hectare) pour faire des lotissements.

Elle est légitime enfin, car c'est le seul moyen pour la masse pauvre d'espérer accéder au travail de la terre, les gros propriétaires ne désirant la vendre qu'au prix fort.

Alors, l'administration peut bien crier que c'est illégal. Quand deux droits se heurtent : le droit de vivre décemment de son travail - et le droit de faire fructifier des centaines de millions en spéculant ! - on ne peut qu'être du côté de ceux qui veulent vivre en travaillant, et s'opposer à ceux qui veulent s'enrichir par tous les moyens , y compris en condamnant à l'émigration et au chômage des dizaines de milliers de personnes.

Ceux qui ont décidé de se battre pour vivre et non plus de se soumettre, non plus d'accepter le diktat des riches, des capitalistes, ceux-là ont raison ! que les déshérités, les sans grades, que les paysans et la jeunesse sans terres aient décidé de reprendre la terre, leur terre, notre terre, celle que des générations de nos ancêtres ont fécondé de leur sueur et de leur sang sous le regard hargneux de gros colons esclavagistes, voilà qui est positif !

La terre à ceux qui la travaillent !

Ceux de Ducos, après ceux de Rivière-Pilote, de Sainte-Marie et du Robert nous montrent la voie à suivre : celle de la lutte contre les exploiteurs.

MARTINIQUE
BÂTIMENT : L'ENTREPRISE PILOTAZ UNENOUVELLE MENACE POUR LES TRAVAILLEURS DU BATIMENT

Comme deux entreprises qui l'ont précédée les entreprises "SIGNAL" et "COCHERY", voilà que s'installe en Martinique une nouvelle entreprise qui a la particularité de n'embaucher que des blancs : (français, Portuguais , Espagnols) pour la construction de chantiers du bâtiment.

Cette société, qui regroupe environ une trentaine d'ouvriers Européens, a depuis quelques semaines installée ses quartiers, à la sortie du bourg de Diamant, à proximité de la carrière Blanchard : "la Diamantaise".

Pour des travaux concernant la construction d'une première tranche d'HLM de 120 logements, elle a même procédé déjà, à l'installation complète d'une "villa d'accueil" qui par ailleurs sert également d'appartement témoin. Déjà l'ensemble de ses baraques d'installation est fini. Des containers chargés débarquent leur outillage et le gros matériel (grue, dragueline, sambrom) tout se prépare, pour que le gros des travaux démarre.

Les ouvriers du bâtiment restent inquiets sur les perspectives d'embauche sur ce chantier qui comptera en définitive quelques 340 logements au total.

C'est ainsi que avec le syndicat CGTM ils ont organisé des délégations.

D'abord, ils ont vu la DDT (direction départementale du travail) qui a prétendu ignorer la présence ici, de l entreprise Mais comment croire cela ? A moins que ces bons Européens ne confondent travailleurs émigrés avec Ste Luciens et Haitiens.

Reçu par le secrétaire général des affaires économiques, de la préfecture la délégation syndicale s'est entendue dire que l'entreprise PILOTAZ a été en garde contre des conséquences éventuelles de sa présence ici.

Quant au maire du Diamant, Mr RIBIER, face à un tel problème, il prétendit défendre l'emploi en n'intervenant pas contre la présence de PILOTAZ. C'est sans doute qu'il n'a pas su faire la différence entre un travailleur Portugais ou un Français et un Diamantais.

Il faut savoir que la présence des entreprises françaises du bâtiment est due au fait que les appels d'offres, concernant les bâtiments publics, sont faits à Paris. Ceci explique l'existence des grosses sociétés telles que : Quillery, Satom, Colas etc... pour les constructions d'HLM ou autres.

Mais il se trouve que tout récemment un autre type d'entreprise a fait son apparition tel que SIGNAL ou "COCHERY" qui arrive ici avec un personnel spécialisé dans la technique de la construction, et qualifié sur du matériel moderne. Avec cette technique très avancée et une mécanisation à outrance, ces entreprises n'embauchent finalement sur place qu'une main-d'oeuvre limitée et sans qualification. C'est ainsi que COCHERY spécialisé dans les travaux publics et l'adduction d'eau est même venu ici avec des chauffeurs d'engins. Il faut dire aussi que les entreprises. du genre tirent un autre bénéfice de cette main d'oeuvre Européenne, c'est qu 'elle travaille même le samedi et le dimanche. Ainsi des super bénéfices sont réalisés par ces sociétés.

Mais une telle situation est intolérable ici où le chômage touche particulièrement les ouvriers du bâtiment. Jugez en : sur 10.000 ouvriers du bâtiment 6 000 sont actuellement sans travail. Et en ce moment des licenciements sont en cours chez : BACHY : 20 travailleurs licenciés ; SATOM : 30 travailleurs ; COLAS : 30 travailleurs ; LTPC : 20 travailleurs ; QUILLERY : 50 travailleurs etc...

Tous ces chômeurs du bâtiment ne peuvent tolérer, que dans l'ombre de la complicité des pouvoirs publics, s'organise contre eux, le chômage. Ces exemples sont des preuves qui démontrent la volonté des patrons et de leurs suppôts de les maintenir dans cette situation misérable, parce que la logique des capitalistes c'est de gagner de plus en plus d'argent.

Eh bien, pour cette fois il n'est pas question pour les ouvriers de laisser faire ces affameurs sans rien dire. Cette morgue des administrateurs français vis à vis de ce problème ne fait que nourrir chez les travailleurs touchés un peu plus d'hostilité envers ceux qui s'attaquent à leurs intérêts.

M. RODON

PROTESTONS CONTRE LE MANQUE DE DEMOCRATIE A FR3 MARTINIQUE

Depuis la démission de Jean-Elie du GRS, nos camarades se sont retrouvés privés des 3 minutes d'antenne dont ils disposaient à la télévision.

Le motif fallacieux avancé par FR3 est que pour participer à cette émission, il fallait que les partis aient au moins un conseiller au Conseil Général ; Jean-Elie ayant démissionné, le GRS a perdu l'unique représentant qu'il avait et ne peut plus prétendre parler à la télévision. Rappelons que c'était le même argument qui nous avait été avancé : la direction de FR3 nous avait tout simplement interdit de paraître à la télévision parce que nous n'avions pas d'élus !.

Nous avons protesté contre la censure dont ont été victimes les camarades et les avons assurés de notre soutien. Actuellement, ils font circuler une pétition demandant leur rétablissement à la télévision et l'ouverture de FR3 à tous les courants démocratiques et anticolonialistes.

Nous soutenons cette initiative et nous demandons à nos amis et sympathisants de signer aussi cette pétition.

Par ailleurs, avec le GRS et le GTA, nous sommes signataires d'une lettre demandant aux organisations démocratiques de s'associer à nous dans une protestation contre l'attitude antidémocratique du clan qui continue à confisquer la parole à la station de Clairière.

SMIC DOM - SMIC FRANCE
Quand le Molokoi tente de rejoindre l'escargot

Depuis le 1er décembre 1982, le gouvernement a décidé d'accroître le SMIC de 4,3 % dans les DOM soit 1 % de plus qu'en France.

Le but avoué de ces 1 % est d'atteindre dans un temps non déterminé le niveau du SMIC français. Le SMIC qui est de 20,20 F l'heure en France, contre 16,91 F dans les DOM.

Ces hommes de gauche qui nous gouvernent donnent aux travailleurs des Antilles comme but, d'espérer gagner 3,19 F. supplémentaires par heure dans quelques années. Ce n'est vraiment pas un but. Il ne sert qu'à tromper les travailleurs d'ici alors que ce même gouvernement de gauche n'hésite pas à faire les milieux bourgeois profiter de ses largesses.

15 DECEMBRE : GREVE AU CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

La colère monte au Centre Hospitalier de Fort-de-France, à un point tel que, à l'appel de la CGTM. principal syndicat de l'entreprise, les travailleurs ont décidé de faire une grève d'avertissement le mercredi 15 décembre. Par ailleurs les autres syndicats ont été contactés de manière à ce que cette journée soit la plus suivie possible.

Les raisons de ce mécontentement : la politique d'austérité suivie par la direction de l'hôpital, politique qui s'est aggravée considérablement depuis les grandes vacances.

La politique d'austérité n'est pas nouvelle. Déjà en 1978, les travailleurs de Fort-de-France avaient protesté contre les mesures de Barre, qui stoppaient pratiquement les recrutements à l'hôpital. Mais, contraints et forcés, les travailleurs s'étaient habitués à cette situation d'austérité.

La venue de la gauche avait fait naître quelques illusions, qui avaient d'ailleurs très vite disparu. Mais depuis juin 1982 et le plan d'austérité de Delors, la situation a empiré.

Tous les trucs sont utilisés pour réduire sur les dépenses, mais c'est essentiellement le non-remplacement d'agents en congé qui frappe le plus lourdement les employés. Il y a actuellement des dizaines et des dizaines de travailleurs qui ne sont pas remplacés. Or la situation est déjà une situation de pénurie, vue le nombre de personnes nécessaires selon la direction elle-même, à la bonne marche des services : plusieurs centaines.

De plus, il y a des dizaines d'infirmiers en chômage qui ne sont pas employés et qui sont donc au chômage, alors qu'il y a tant de travail à faire au Centre Hospitalier !

La particularité du Centre Hospitalier de Fort de-France est d'être dirigé par un responsable du Parti Communiste Martiniquais ZOBDA. Le Président du Conseil d'Administration est Camille Darsières, secrétaire général du PPM : inutile de dire que ces messieurs mettent un zèle certain à appliquer les directives du gouvernement de gauche qui prêche l'austérité aux travailleurs ! Les critiques verbales qu'ils faisaient au gouvernement précédent ont disparu comme par enchantement !

Mais les travailleurs n'ont aucune solidarité gouvernementale à appliquer. Ils ont décidé de défendre leurs intérêts : Le 15 décembre sera un premier test !

MARTINIQUE
APRÈS L'OCCUPATION DES TERRES A DUCOS

Depuis le mercredi 1er décembre, il y a une quatrième occupation de terre en Martinique.

Après Fougainville, à Rivière-Pilote, Pain-de-Sucre, à Sainte-Marie, Fonds Nicolas, au Robert, c'est sur la propriété Bonne-Mère qu'une douzaine de jeunes ont occupé des terres, dans la commune de Ducos.

Cette propriété de 101 hectares appartient aux Hayot, les mêmes Hayot dont 130 hectares sont actuellement occupés à Fonds Nicolas au Robert.

Selon les occupants, ces terres sont en frîches depuis une quinzaine d'années.

Et, des bruits de plus en plus insistants couraient selon lesquels ces terres allaient être démembrées et vendues au prix forts par les Hayot. L'occupation est donc une espèce de mesure préventive contre la spéculation immobilière.

Les occupants sont soutenus par le CDJA . . (Jeunes Agriculteurs) le PCM, le GRS et nous-mêmes Combat Ouvrier.

A cet effet, un comité de Soutien «la terre à ceux qui la travaillent» a été constitué le vendredi 3 décembre, comité dont nous faisons partie. Il a été décidé de faire un coup de main de solidarité le samedi 11 décembre sur le terrain de Bonne-Mère.

TRACT PUBLIÉ PAR LES OCCUPANTS DE BONNE MÈRE A DUCOS, EN MARTINIQUE

POPULATION DE DUCOS

L'occupation de «BONNE-MÈRE» est légitime parce que :

- nous jeunes agriculteurs nous n'avons pas les moyens d'acheter
- la vocation de la SAFER c'est-à-dire d'aider les jeunes agriculteurs ne s'est jamais affirmée, aucune mesure, aucune réforme agraire : rien de positif pour le devenir et le bien être des jeunes agriculteurs et pour la survie de l'économie qui socialement est gangrenée.

«BONNE MÈRE» reste la seule portion de terres agricoles sur DUCOS qui n'était pas vendue. Maintenant en projet de vente par la SAFER, elle nous échappera en faveur des privilégiés non agriculteurs.

Quant à nous, jeunes agriculteurs, nous sommes défavorisés par un début d'activités professionnelles difficile.

Laisser cette terre nous échapper, cela conduit à plonger DUCOS dans la léthargie et une crise économique grave.

Nous sommes à la merci du chômage, notre devenir est bouché, DUCOS ne survivra pas : le chômage, la délinquance, la drogue trouveront un terrain propice pour se développer.

Nous demandons une réforme agraire.

Pour cela, nous sommes prêts à aller jusqu'au bout et demandons à la population un soutien inébranlable.

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT !

LA RÉCOLTE DES PRODUITS AU BESOIN DE LA POPULATION DE DUCOS !

Le Comité d'Occupation

ECHOS DES ENTREPRISES

COMMERCE. ST – FRANÇOIS

ETS REYNOIRD-SAINT – FRANÇOIS :
LES EMPLOYÉS SE DRESSENT CONTRE LES MENACES POLICIÈRES

Mercredi matin, 2 de nos camarades du magasin de St-François ne se sont pas rendus à leur travail. Il n'en fallut pas plus pour que dans la matinée même, des gendarmes viennent les chercher et les embarquent à la gendarmerie de Saint-François.

Immédiatement les employés des Ets Reynoird de St-François arrêtèrent le travail et avertissent les employés de tous les établissements pour que nous nous tenions prêts à entrer en action. Et partout, de Pointe-à-Pitre à Basse-Terre, nous étions prêts à soutenir nos camarades.

A St-François même une délégation d'employés, de délégués, de représentants syndicaux se joignit aux parents. Et après avoir été chercher le maire, se rendit à la gendarmerie. Là, elle exigeait la libération des 2 employés.

Ces 2 employés qui avaient été séquestrés sans motif, furent effectivement relâchés.

A ST – FRANÇOIS, UN PATRON... DANS SES PETITS SOULIERS...

Il semblerait que le directeur des ETS Reynoird-St-François ait reçu des menaces de bastonnades, anonymes.

Cela serait suite à ces menaces qu'il aurait signalé l'absence de 2 employés du magasin à la gendarmerie pour faire une enquête.

D'où peuvent venir ces menaces ? Il y a-t-il même menaces ? Tout cela reste flou. S'agit-il d'un coup de ses propres amis ?

Quoiqu'il en soit, ce patron est depuis plusieurs jours sur les nerfs et très craintif.

Il ne doit pas avoir la conscience très tranquille pour perdre son sang froid de la sorte. Ou bien pense-t-il que les retours de bâton sont toujours justifiés...

POINTE-A-PITRE

K.DIS-VILLE : QUELLE MOUCHE A PIQUÉ PETRELLUZZI

Voilà plusieurs mois que le directeur se contentait de nous épier dans le téléviseur de son bureau, lorsque nous quittons son magasin. Mais l'autre soir, il est venu en personne, renforcer le contrôle des sacs.

Il était caché dans un recoin. Alors, après être passés devant les surveillants comme à l'accoutumée, il nous fallait subir un 2è contrôle du directeur.

Quelle mouche avait donc piqué Pétrelluzzi ?

Un tel énervement du patron nous a fait plutôt sourire. D'autant qu'entre les caméras fixées toute la journée sur nous, ces contrôles surprises et tout le système presque policier mis en place pour... nous surveiller, il faudra bien qu'il se creuse la tête pour trouver les prétextes nouveaux **pour expliquer les traditionnelles «démarches** inconnues» de fin d'année...

SOFROI-ABYMES

SOFROI : A NOUVEAU PATRON :
NOUVELLES MÉTHODES

Durant le mois de novembre, pendant le mois de congé de Rimbaud, le nouveau directeur Huygues Despointes s'est appliqué à bien prendre en mains les affaires de son père, le propriétaire de la SOFROI.

Il nous a convoqués tour à tour, par groupes de travail pour bien nous expliquer comment il voulait voir le travail marcher.

Il nous a affirmé que la bonne marche de la société dépendait de nous, que nous sommes à n'en pas douter des pions essentiels sur son grand échiquier.

Décidément ce jeune monsieur a bien appris ses leçons de techniques commerciales, en essayant de mettre les employés «dans le coup».

Peut etre pense t-il comme on le dit qu'on attrape mieux les mouches avec du miel que du vinaigre...

En tout cas qu'il n'aille pas jusqu'à penser que nous les travailleurs, nous sommes des mouches...

CENTRE HOSPITALIER DE F-D-F

BUANDERIE : LA RONDE DES INCAPABLES

Le lundi, nous avons droit à la visite des ingénieurs à la buanderie de l'Hospice. Ils vont, ils viennent, regardent... mais comme par hasard ne font que le tour des machines en état de marche et ne regardent pas celles qui sont en panne.

Ce n'est pas une ronde de grands techniciens mais bien à une ronde d'incapables qu'on assiste.

UN CHOIX A FAIRE

Pour mener sa politique de non remplacements, la direction demande aux surveillants de changer nos roulements.

Pour que nous bénéficions de congés programmés depuis un an, elle leur demande de ne pas exiger de remplacements, sinon les congés sont refusés.

C'est un chantage éhonté.

Les surveillants qui sont utilisés comme pions par la direction accepteront-ils cette escalade dans l'austérité ou choisiront-ils de s'allier au personnel pour dire NON ?

UN MODÈLE D'ARBITRAIRE

Programmez vos congés annuels par avance on vous les refuse, si vous ne les programmez pas et que vous constatez qu'il vous est possible d'en prendre car aucune demande n'a été faite dans votre service, la direction vous a également non.

Il ne nous reste que deux solutions : prendre un congé de maladie ou nous décider ensemble à faire ces messieurs de la direction changer d'attitude.

CENTRE HOSPITALIER POINTE-A-PITRE ABYMES

CHPP : CRÉATION D'EMPLOI C'EST TOUJOURS L'AUSTÉRITÉ

Selon certaines informations, le ministère de la santé n'autoriserait qu'une augmentation de 8,9 % des effectifs pour l'année 1983. Sur cette base, nous n'aurions droit, nous au CHPP qu'à environ 120 postes supplémentaires, chiffre bien loin des 259 proposés par le Conseil d'Administration et encore plus loin des 611 demandés par le personnel.

En définitive, ce que le ministère propose, n'est qu'un chiffre dicté par sa politique d'austérité et il n'est même pas sûr que nous puissions réellement avoir ces 120 postes.

Ce même gouvernement qui accorde des milliards de subvention aux patrons et qui très certainement n'a pas manqué d'être généreux à l'occasion de la route du rhum, refuse de nous accorder du personnel en nombre suffisant. Nous sommes bien loin des promesses de création d'emploi dans les services publics, bien loin aussi des promesses concernant l'amélioration de nos conditions de travail.

Pour obtenir et arracher tout cela, nous devrons bien nous battre, à la fois contre l'administration et contre le gouvernement.

LAMENTIN

GROSSE – MONTAGNE : BELLEVUE COULÈVE EN TOCHE PA KA GRAS

Lors de la paye du mois de Novembre, nous avons été quelques uns à n'avoir pas touché les jours fériés, c'est-à-dire la Toussaint et le 11 Novembre. Cela parce que la direction ne nous considère pas comme ouvriers permanents, alors qu'en réalité nous avons plus de 4 ans d'ancienneté, ce qui est largement suffisant pour nous donner le statut d'ouvrier permanent.

C'est bien pour cela que nous n'avons pas accepté le point de vue de la direction et sommes allés trouver les responsables syndicaux. L'intervention énergique de ces derniers auprès de la direction a permis le réglement rapide de ce différend. Nous avons été payés comme tout le monde.

Nous avons eu raison de nous manifester et de ne pas rester dans notre coin.

Il reste cependant à nous faire admettre comme permanents.

SÉCURITÉ SOCIALE FORT-DE-FRANCE

ROND-POINT

LA SÉCURITÉ A LA SÉCURITÉ

il ne fait aucun doute, que si le lustre qui s'est effondré sur un bureau dans la nuit, était tombé en plein jour, il aurait fait à coup sûr des blessés sinon pire.

Si dans la mémoire de nos directeurs, ainsi que dans leurs statistiques, cet incident ne sera qu'un accident à mettre au compte de la fatalité, pour nous la réalité est tout autre.

Car c'est d'une manière générale, que les normes de sécurité ne sont pas respectées. On imagine avec angoisse, par exemple, une situation de panique dans le hall du Lamentin occupé par les A.S.

L'incident du Rond-Point est la démonstration flagrante, qu'aucune étude sérieuse sur la sécurité n'est établie au préalable.

Seul l'état fonctionnel des lieux intéresse nos responsables de la direction. Et cela au mépris du pire qui pourrait nous arriver.

Comme quoi, il n'y a pas que les plafonds du Rond-Point qui soient pourris.

A.V.A. L'HOMME PAR QUI LES SCANDALES ARRIVENT

L'une de nos collègues de l'AVA, accidentée du travail, reçoit des soins d'un kinésithérapeute, depuis plusieurs mois déjà. Mais ne voilà-t-il pas que notre chef en mal de persécution, exige de notre camarade son carton de rendez-vous sans doute à des fins de contrôle, alors que celle-ci avait pour habitude de signaler ses absences au responsable de section dont elle dépend directement. Notre collègue se rebiffa et, face à ses protestations, ce monsieur s'est rétracté, disant «qu'il ne lui avait rien demandé».

C'est ce mensonge de notre chef honteux de ses abus, qui mit notre camarade hors d'elle. Ce qui lui attira les menaces d'un «rapport» que lui promit Édouard.

C'est tout cela qui témoigne de certaines pratiques intolérables qui ont cours à l'AVA. Si par cette attitude, Édouard veut à tout prix faire parler de lui, qu'il sache qu'à trop se faire remarquer, on devient une cible.

UN MONOPOLE PEU ENVIABLE, MAIS QUI NE DEMEURE PAS MOINS ARBITRAIRE.

Une récente note de service de la direction interdit à tout agent le droit de visite chez le docteur Berle. L'argument, est que Berle est le médecin controle de la CGSS.

Si du point de vue du choix du praticien, on ne disputera pas monsieur Berle à la direction, par contre du point de vue de la liberté de choix du malade on a du mal à expliquer ce diktat.

Car après nous avoir dicté quel mèdecin choisir, il ne restera plus à la direction qu'a nous fixer des périodes autorisées pour tomber malade.

ASSEMBLÉE UNIQUE

ON EFFACE TOUT ET ON RECOMMENCE... LA MÊME CHOSE

Le gouvernement vient de présenter un nouveau projet de loi après l'annulation par le conseil constitutionnel du projet de loi sur l'assemblée unique dans les "DOM".

Il s'agirait d'un projet de loi instituant une assemblée régionale élue à la proportionnelle "avec des pouvoirs plus étendus" ... Il y aura donc deux assemblées : comme aujourd'hui : un conseil général, et un conseil régional. Mais les représentants de ces deux assemblées ne seront pas élus de la même manière.

Ah nous allions oublier ! Il y a quand même quelque chose de nouveau : au lieu de 51 membres, cette assemblée là n'en aura que 41...

A part cela rien de bien nouveau, sauf que dans le cas des deux assemblées, l'une sera un peu plus croupion que l'autre.

SUITE DE L'EDITORIAL

à un gouvernement de droite qu'un gouvernement de fausse gauche : c'est la même servilité face aux demandes des réactionnaires, c'est la même défense acharnée des désirs et volontés du patronat. Seuls les mots ont changé, et encore !

Pour les travailleurs antillais il y a quelque chose à retenir dans tout cela c'est que ce n'est pas en France, à 7 000 kms qu'ils ont des chances de voir régler leurs problèmes.

Assemblée unique hier, plus d'assemblée unique aujourd'hui, c'est de toutes façons très loin d'eux que l'on discute de leurs problèmes et sans eux.

Et les partis socialistes et communistes locaux qui font croire aux travailleurs que leur sort peut changer, qu'une réforme administrative faite en France peut changer leur sort sont des partis qui les trompent.

Leur propre avenir c'est ici même aux Antilles que les travailleurs le feront et en prenant eux même en main leurs propres affaires.

USA : WASHINGTON : LES RACISTES MIS EN ÉCHEC

Le samedi 27 novembre, le Ku Klux Klan avait décidé d'organiser une manifestation dans le centre de Washington pour protester contre un projet de loi sur l'immigration. Le KKK (Ku Klux Klan) est l'organisation raciste la plus importante et la plus vieille des USA. Créée au XIX siècle elle s'est spécialisée dans le passé par les actions punitives contre des Noirs, les torturant, les brulant vifs, incendiant leur maison. Les visages masqués par des cagoules et tenant de grandes croix, les gens du KKK poursuivent aujourd'hui encore leurs activités violemment racistes. Dans certaines occasions ils organisent encore des actions punitives mais souvent aussi des actions de manifestations au grand jour.

Mais cette fois, des contre manifestants les attendaient de pied ferme. Il y avait des militants d'une demi douzaine d'organisations pacifistes et politiques, trotskystes aussi. Ils étaient plusieurs milliers.

Face à leur détermination la police a interdit la manifestation du Klan dont les membres rebroussèrent chemin.

Cependant, bon nombre de jeunes déçus de n'avoir pu s'affronter au Klan s'en prirent aux forces de police. Ces dernières répliquèrent par des jets de grenades lacrymogènes et par des charges à cheval ou à moto. Mais des groupes de jeunes ont renversé plusieurs voitures et brisé des vitrines.

Ce genre de manifestations est malgré tout assez significatif de la situation aux USA, même si il s'agit d'incidents mineurs. La crise frappe des millions de jeunes dans ce pays où le chomage s'accroit à la vitesse grand V. Cette crise entraîne des manifestations de mécontentement de la part des racistes qui voient dans les immigrés de toutes couleurs, des «voleurs» de travail. D'autres part, la réaction violente des militants antiracistes montre que beaucoup de jeunes ne sont pas décidés à accepter que des bandes fascistes et racistes comme le Klan fassent la loi. Et c'est bon signe. . .

Les affrontements entre eux et les forces de police montrent le désarroi de nombreux jeunes car dans tout cela il n'y a pas seulement le désir des jeunes de s'amuser et de faire du désordre dans les rues, il y a la colère qui perce, colère contre le chômage et les difficultés de plus en plus grandes de la vie.

LE GOUVERNEMENT US SOUTIENT LE RÉGIME RACISTE SUD AFRICAIN

Nous reproduisons ci-dessous l'extrait d'un article paru dans le quotidien français «Le Monde», article de Patrice Claude à propos de la politique américaine actuelle à l'égard de l'Afrique du Sud.

On le verra, les dirigeants américains ne font même plus semblant, comme leurs prédécesseurs de «boycotter» L'Afrique du Sud en raison de son régime d'apartheid.

Pourtant ce régime est toujours aussi strict, aussi dur. Il n'y a pas bien longtemps encore des mineurs noirs étaient assassinés parce qu'ils s'étaient révoltés contre les conditions de travail lamentables qu'ils connaissent ;

Les prisons sont toujours pleines d'opposants politiques et quand on est noir on n'est pas du tout sûr de sortir vivant de ces prisons. Le nombre de «pendus», de «suicidés» parmi les prisonniers noirs devient chaque jour plus important ;

Lundi soir, aux actualités télévisées de Guadeloupe on a pu voir un saisissant reportage sur les événements de Soweto en 77. On a vu avec quelle rage les Noirs se sont attaqués aux forces spéciales anti émeut es, forces militaires, et on a vu comment de jeunes noirs tombaient sous les balles.

Et les grands pays occidentaux, s'ils condamnent en paroles l'apartheid et le racisme, soutiennent dans les faits en argent, en armes le régime blanc raciste d'Afrique du Sud. L'extrait qui suit est édifiant.

L'Amérique œuvre à la réintégration de l'Afrique du Sud au sein de l'Organisation internationale du travail, dont Pretoria s'était retiré «volontairement» en 1964. Enfin, sans le vote prépondérant des États-Unis, le Fonds monétaire international aurait été dans l'impossibilité d'accorder au régime blanc minoritaire le crédit de 1 milliard de dollars qu'il a récemment obtenu.

Le maintien de la répression

En dépit de ces ouvertures américaines, l'Afrique du Sud a poursuivi sa politique de «bantoustanisation» et de déportations massives de populations noires dans des zones économiquement moribondes, de même que les arrestations sans mandat, les détentions indéfinies sans procès, et les «banissements» d'opposants. Les lois répressives se multiplient en matière de liberté de presse, de protestation et de rassemblement. *«Les projets réformistes du premier ministre, M. P.W. Botha, ne s'attaquent pas aux fondements de l'apartheid»*, déclarait récemment l'ancien secrétaire à la défense américain, M. Robert Mac Namara, à l'issue d'une longue visite dans le pays.

En l'espace de deux ans, l'Amérique de M. Reagan à relâché l'embargo imposé par M. Carter sur les exportations vers l'Afrique du Sud de produits de haute technologie, y compris nucléaire. Suspendue près de vingt ans plus tôt, la coopération militaire entre les deux pays a repris presque ouvertement. Le chef de services secrets de Pretoria a été reçu, en mars 1981, à Washington. Le directeur de la C.I.A. M. William Cassey, a été vu, fin septembre, dans la capitale sud-américaine. Les attachés militaires sud-a fricains, rappelés sous la précédente administration, ont retrouvé le chemin du Pentagone. Les gardes-côtes de Simonstown sont entraînés par leurs collègues de San-Francisco.. Les responsables de la politique sud-africaine sont reçus dans des académies des États-Unis.

«A la suite d'une erreur administrative américaine», deux mille cinq cents bâtons de police conçus pour administrer des décharges électriques aux manifestants ont été livrés, fin octobre, à l'Afrique du Sud.

Le 28 du même mois, M. Pik Botha signait, avec l'ambassadeur américain à Pretoria, le premier accord consulaire entre les deux pays. Aux Nations unies, le *«parapluie»* diplomatique américain fut utilisé une bonne demi-douzaine de fois en deux ans pour empêcher non seulement l'application de sanctions à l'encontre de la République, mais également après l'invasion par l'Afrique du Sud de l'Angola, en août 1981, pour prévenir toute condamnation internationale. A la demande de Pretoria, la Maison Blanche cherche aussi, en lui retirant son concours, à couler financièrement le Fonds des Nations unies pour l'Afrique australe, principale source d'aide aux réfugiés et prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

AUX USA, LES SAVANTS ON MIS AU POINT UN NOUVEAU MOYEN DE TUER LES CONDAMNÉS A MORT

Aux États Unis, des chercheurs viennent d'expérimenter un nouveau moyen de tuer. Il s'agit d'une injection de Pentothal qui permet de mettre à mort un homme en quelques minutes, et qui est destinée à remplacer la chaise électrique pour exécuter les condamnés à mort. En effet, aux États-Unis, soi-disant pays civilisé, «pays de la liberté» au capitalisme très avancé, on continue à tuer des hommes parce que eux-mêmes ont commis un crime. Un crime se rajoute ainsi à un autre sans qu'aucun des problèmes de fond de la criminalité ne soit résolu.

Non seulement on tue ces condamnés, mais ce meurtre est commis de manière préméditée, envisagée dans ses moindres détails, étudié par des savants et des chercheurs, et réalisé avec tout un cérémonial.

Il s'agit donc d'un acte qui moralement paraît pire encore que celui d'un homme qui est un simple criminel. On fait même des recherches pour savoir comment tuer de façon plus scientifique, plus «propre», disent-ils, avec une mise en scène telle que le meurtre ainsi commis en est encore plus sadique. Ce sont ces études qui ont abouti à la mise au point de la piqûre de pentothal récemment expérimentée.

Beaucoup de gens ont remarqué que cette «expérience» a été réalisée sur un Noir. Ce n'est pas réellement un hasard, puisque les prisons américaines sont peuplées d'une forte majorité de Noirs. Ce fait est déjà révélateur de ce qu'est la société américaine ; société où les Noirs sont minoritaires en ce qui concerne la population totale, mais où ils représentent la quasi totalité des chômeurs, des couches les plus pauvres de la population, et comme conséquence la plus grande partie de la population carcérale.

AGGRAVATION DU CHÔMAGE AUX ÉTATS UNIS

Les chiffres communiqués par l'AFP (Agence Française de Presse) concernant le chômage aux États-Unis, traduisent l'aggravation de la crise économique dans ce pays.

Le taux de demandeurs d'emplois est passé de 10,4 % en octobre à 10,8 % à fin novembre. Il semblerait que ce soit le plus haut niveau atteint depuis la crise de 1929. Actuellement, le nombre de chômeurs s'élève à 12 millions. Les Noirs sont les premiers frappés par le chômage. Le taux de chômeurs dans cette catégorie de la population atteint 24,9 %.

FRANCE : LES MILITAIRES VEULENT PLUS D'ARGENT

Depuis lundi 6 décembre, les journaux publient des lettres des chefs des armées de terre, de l'air et de la marine, au ministre socialiste des Armées, Ch, HERNU.

Ces militaires dénoncent l'intention du gouvernement de comprimer les dépenses de l'armée.

Ces lettres n'auraient eu aucune importance si elles n'avaient été publiées. Elles ont, comme par hasard, atterri sur le bureau d'un journaliste.

Les milieux militaires et ceux de droite utilisent tous les moyens pour faire pression sur le gouvernement de gauche et lui imposer de donner de l'argent aux militaires.

Ils ne font que suivre en ce domaine les patrons. Gattaz, le patron des patrons, réclame à cors et à cris, des subventions, dénonce les accords de l'UNEDIC sous prétexte que la cotisation patronale est trop élevée.

La fuite est donc bien venue. De là, à penser qu'elle provient des milieux militaires eux-mêmes...

En tout cas, elle permet aux militaires d'accentuer leur pression pour obtenir plus d'argent.

Ce gouvernement de bourgeois responsables est très sensible à la pression de la bourgeoisie. Il s'exécute, débourse ou déboursera. Cet argent, il le prend bien quelque part... sur les travailleurs, sur la population sous forme de cotisation et impôts supplémentaires.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728